



# Orientations politiques pour la prochaine Commission

*José Manuel Barroso*



*Nous vivons des temps sans précédent. La crise à laquelle nous sommes confrontés n'est pas seulement une crise financière ou économique. Elle est aussi une crise des valeurs de nos sociétés. En même temps, elle montre à quel point le monde du XXI<sup>e</sup> siècle est devenu interdépendant. Elle confirme ce qui doit devenir une évolution fondamentale des relations et des équilibres entre les puissances mondiales.*

*C'est la raison pour laquelle nous devons mener une réflexion approfondie sur la société dans laquelle nous voulons vivre.*

*Pour l'Europe, l'heure de vérité a sonné. Elle doit répondre à une question décisive. Voulons-nous diriger, façonner la mondialisation en nous fondant sur nos valeurs et nos intérêts – ou allons-nous laisser l'initiative à d'autres et accepter qu'ils orientent le cours des choses?*

*L'alternative est claire. Nous devons faire un choix lourd de conséquences. Ou les Européens acceptent de relever ce défi ensemble, ou nous perdons toute pertinence.*

*Je suis convaincu que l'Europe peut, et doit, en collaboration avec nos partenaires, orienter et guider la mondialisation. Pour pouvoir jouer le rôle qui est le sien, l'Europe doit faire de la reconnaissance de l'interdépendance mondiale le point de départ de sa propre «déclaration d'interdépendance». S'appuyant à la fois sur la dimension de son marché intérieur et sur la conjonction des atouts des institutions européennes et de ses 27 États membres, l'Union européenne dispose de la masse critique nécessaire pour projeter nos valeurs et défendre nos intérêts. Et l'Union européenne est particulièrement qualifiée pour assumer cette tâche grâce à l'expérience qu'elle a acquise dans la mise en place de règles et d'institutions supranationales. L'Union européenne étant depuis près de 60 années un laboratoire pour la coopération supranationale transfrontalière, c'est tout naturellement qu'elle se pose en champion de la gouvernance mondiale.*

*Le traité de Lisbonne qui, je l'espère, sera bientôt ratifié, nous fournira la capacité institutionnelle nécessaire pour agir. Mais relever ce défi est aussi une question de volonté politique.*

*L'heure n'est ni au statu quo ni à la routine – ce dont nous avons besoin, c'est d'un agenda de transformation.*

*Plus que jamais, nous avons besoin d'une Union européenne forte. Mais soyons clairs: cela ne signifie pas une centralisation accrue des pouvoirs à Bruxelles. Le*

*traité de Lisbonne et les principes de subsidiarité et de solidarité qu'il consacre déterminent le niveau adéquat de mise en œuvre efficace.*

*Il faut être bien conscient que la dimension européenne, l'esprit européen, la culture européenne dans la prise de décision à tous les niveaux, de même que la méthode communautaire, sont décisifs pour la valorisation des atouts de l'Europe en vue de l'obtention des meilleurs résultats pour les citoyens. Pour tirer efficacement profit de notre poids économique et commercial, que nous tirons du marché intérieur et de l'euro, mais aussi de la politique de cohésion.*

*L'Europe est parvenue à développer une économie sociale de marché et un modèle de société qui surpasse la dichotomie destructrice entre marchés déréglementés et États surpuissants. Notre histoire et notre expérience communes montrent que les réponses aux défis d'aujourd'hui ne peuvent provenir exclusivement du marché ou de l'État. Elles doivent venir de la société, de manière à pouvoir répondre aux besoins des citoyens. Nous devons mettre la dignité humaine au cœur de nos efforts. Une approche fondée sur des valeurs constitue le fondement approprié pour la tâche concrète qui consiste à dégager des solutions pour nos citoyens. Les politiques européennes doivent produire des résultats pour les citoyens. C'est ainsi que nous comblerons le fossé entre la réalité de l'intégration européenne et les perceptions de la population.*

*Il est évident que la priorité à court terme doit être de réussir la sortie de crise, de soutenir la demande et d'enrayer la montée du chômage. Cela implique la mise en œuvre résolue du plan européen pour la relance économique, le maintien des taux d'intérêt à un faible niveau, le retour des banques à la viabilité et un recours aux règles européennes en matière d'aides d'État pour soutenir l'action menée par les gouvernements dans le but de redynamiser l'économie sans porter préjudice à d'autres États membres, le tout dans le cadre d'une stratégie globale coordonnée au niveau européen. Il est, en effet, prématuré de mettre un terme aux mesures de relance et de soutien à l'économie et au secteur financier.*

*Dans les circonstances actuelles, l'emploi est clairement la première des préoccupations. Il est crucial d'utiliser tous les instruments possibles pour éviter de nouvelles pertes d'emplois et soutenir les personnes qui se retrouvent aujourd'hui sans travail. Compte tenu des incertitudes auxquelles sont actuellement confrontés les citoyens, nous devons accorder une attention nouvelle et beaucoup plus soutenue à la dimension sociale en Europe, et ce à tous les niveaux de la prise de décision.*

*Dans le même temps, il convient de mettre rapidement en œuvre une réforme effective et responsable des marchés financiers, de manière à recentrer ces derniers sur les principes déontologiques de base sans lesquels il est impossible de prétendre à la fois au succès et à la légitimité.*

*Mais pour poser les fondations d'un avenir plus durable, nous devons déjà nous projeter au-delà du court terme. En fixant les priorités de l'Europe pour les dix prochaines années, nous pourrions mieux définir le travail qui attend la Commission pour les cinq années à venir. Un tel cadre nous aidera à prendre des décisions judicieuses à plus long terme en nous indiquant comment et où investir aujourd'hui dans les changements profonds et novateurs nécessaires pour maintenir le modèle de société européen et réussir dans un monde de plus en plus compétitif.*

*Nous disposons déjà de plusieurs moyens d'action grâce aux divers instruments et stratégies élaborés par l'UE ces dernières années. Ce que je propose, c'est de regrouper ces différents instruments et stratégies, en les adaptant si nécessaire. Nous devons en particulier revoir l'actuelle stratégie de Lisbonne pour être prêts à aborder l'après-2010, en la transformant en une stratégie pour une vision intégrée de l'UE à l'horizon 2020.*

*La stratégie pour l'«UE 2020» comprendra une approche plus convergente et coordonnée de la réforme des économies européennes par l'intermédiaire d'investissements dans de nouvelles sources de croissance. Il s'agira ainsi d'intensifier la recherche, le développement et l'innovation; de moderniser les compétences pour doper l'emploi; d'accroître la compétitivité et de réduire la charge administrative pour renforcer notre tissu industriel; de disposer d'un secteur des services moderne et d'une économie rurale florissante; de combler les «chaînes manquantes» du marché intérieur pour l'aider à réaliser pleinement son potentiel; de prendre des mesures contre le changement climatique et en faveur de la sécurité énergétique pour garantir la viabilité de nos économies et de nos sociétés; de déployer les réseaux du futur, qu'il s'agisse de l'accès à large bande ou du nouveau super-réseau européen de l'électricité et du gaz; et d'assainir les finances publiques. Je veux une stratégie qui promeuve des mesures concrètes - que le présent document détaille ci-après - pour développer le type d'économie sociale de marché solidaire et durable dans laquelle nous souhaitons vivre.*

*Cette stratégie doit reposer sur notre attachement à des marchés ouverts et sains. Elle se fonde, en interne, sur la défense acharnée du marché intérieur et des règles de concurrence et relatives aux aides d'État, qui instaurent des conditions équitables garantissant accès et débouchés pour tous,*

*indépendamment de la taille ou de la puissance de chacun – à savoir les consommateurs et les PME. Sur le plan externe, elle repose sur le rejet de toute forme de protectionnisme économique, tout en défendant fermement et sans naïveté les intérêts européens.*

*J'ai une passion pour l'Europe. À mon sens, le projet européen est bien plus qu'un projet de dimension économique. Il repose sur des valeurs de paix, de liberté, de justice et de solidarité, et doit avoir pour objet de faire avancer l'Europe des citoyens. L'Union européenne offre à ses citoyens des droits, une protection et des opportunités sur le marché, mais également au-delà. Elle permet également de rapprocher les peuples, de tirer parti de la diversité culturelle de l'Europe pour en faire un puissant canal de communication. Les principes de libre circulation et d'égalité de traitement des citoyens de l'UE doivent se traduire concrètement dans la vie quotidienne de chacun.*

*Allant de l'avant sur cette voie, l'Europe peut promouvoir ses valeurs et ses intérêts sans se limiter à son voisinage immédiat. Elle peut devenir un partenaire à part entière des initiatives prises à l'échelle mondiale. Au niveau multilatéral, dans le cadre des Nations unies, avec nos partenaires du G8 et du G20. En s'engageant aux côtés des économies émergentes et en les appelant à prendre de plus en plus de responsabilités. L'Europe peut, en outre de manière crédible, se faire le champion de la cause des droits de l'homme et du développement, notamment dans la lutte contre la pauvreté en Afrique.*

*Pour y parvenir, nous avons besoin d'une Europe plus politique. Cela nécessite un partenariat spécial entre les deux institutions européennes «par excellence» que sont la Commission et le Parlement européen. Nous avons une responsabilité commune dans la défense du bien commun européen: c'est en travaillant de concert, à partir d'un consensus clair sur notre vision de l'Europe, que nous serons le mieux à même de réaliser nos ambitions pour le programme de transformation que l'Europe de demain attend de nous.*

*Dans une lettre adressée aux membres du Conseil européen en juin dernier, j'ai brossé à grands traits ma vision de l'Europe pour les cinq prochaines années. Dans les jours à venir, je rencontrerai les différents groupes politiques avant le débat et le vote en session plénière du Parlement européen. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'exposer cette vision dans le détail et de présenter les objectifs et les idées qui, à mon sens, devraient inspirer notre partenariat pour les cinq prochaines années, mais aussi d'exprimer mes opinions et mes convictions.*

*Le présent document n'a pas l'ambition d'être exhaustif. Il ne s'agit pas d'un programme de travail de la Commission, lequel sera établi le moment venu par le nouveau Collège. Les initiatives présentées doivent être considérées, non pas comme un catalogue de mesures, mais comme des illustrations des orientations politiques à partir desquelles je voudrais dégager un consensus parmi l'ensemble des forces pro-européennes. Il s'agit pour moi de donner à chacun d'entre vous, qui avez travaillé avec moi au cours des cinq dernières années ou qui venez d'être élu pour la première fois au Parlement européen, un aperçu direct de ce qui constitue mon ambition pour l'Europe. Si le Parlement européen devait émettre un vote favorable sur la base de cette vision, je travaillerais avec les membres de la future Commission, à partir des orientations présentées ici, à l'élaboration d'un programme plus détaillé.*

*Mon premier mandat consistait à consolider l'Europe à 27. L'Union européenne élargie nous offre maintenant un tremplin pour utiliser notre influence et notre force de façon optimale. Nous sommes désormais en mesure d'avancer avec conviction et détermination pour passer à un autre niveau d'ambition. Si je suis reconduit dans mes fonctions par le Parlement européen, je ne ménagerai pas mes efforts et ferai tout ce qui est possible pour permettre à une Europe ambitieuse d'exister. J'utiliserai pleinement les pouvoirs de la Commission. Je porterai le partenariat spécial qui nous lie au Parlement européen à un nouveau niveau, de façon à garantir que les deux institutions qui sont au cœur du projet européen pèsent ensemble de tout leur poids en faveur d'une Europe prospère, sûre et durable – une Europe de la liberté et de la solidarité.*

*J.M.B.*







## **Table des matières**

### ***L'Europe en laquelle je crois***

***Une Europe ambitieuse***

***Une Europe des valeurs***

***Une Europe qui place les citoyens au cœur de son projet***

### **Grandes orientations pour la prochaine Commission**

Les défis actuels

Nos atouts

***Définir nos priorités dans une perspective à plus long terme: une vision pour l'UE à l'horizon 2020***

#### **Garantir une sortie de crise efficace**

- Une stratégie économique vigoureuse et coordonnée à l'échelle de l'UE
- Enrayer la montée du chômage
- Un nouvel ensemble de règles financières mettant l'accent sur la responsabilité

#### **Être à la pointe de la lutte contre le changement climatique**

#### **Développer les nouvelles sources de croissance et de cohésion sociale**

- Industrie, services, agriculture et secteur maritime
- Recherche et innovation pour une société de la connaissance
- Un agenda pour l'emploi dans un environnement de travail en mutation
- Intégration des migrants en situation légale
- Un marché unique adapté au XXI<sup>e</sup> siècle
- Une réglementation intelligente visant à mettre les marchés au service des personnes
- Les marchés mondiaux
- Les réseaux du futur

## **Faire avancer l'Europe des citoyens**

- Promouvoir les droits et assurer une protection
- Lever les obstacles que rencontrent les citoyens
- Relever le défi démographique
- Soutenir la mobilité des jeunes
- Renforcer le dialogue et l'information

## **Ouvrir une nouvelle ère pour l'Europe comme acteur global**

### ***Les moyens de réaliser nos ambitions***

## ***L'Europe telle qu'elle devrait fonctionner***

***La Commission européenne, moteur du projet européen***

***Un «Partenariat pour le progrès»***

***Subsidiarité***

***Un partenariat spécial entre la Commission européenne et le Parlement européen***

*«Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel  
à l'échelle des moyens techniques modernes,  
à la mesure de l'Amérique et de la Russie d'aujourd'hui,  
de la Chine et de l'Inde de demain.»*

*(Jean Monnet, 1954)*

*«Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation  
du monde de demain.»*

*(Jean Monnet, «Mémoires», 1976)*

*«The twentieth century — America's Century — had seen Europe plunge into the  
abyss. The old continent's recovery had been a slow and uncertain process. In  
some ways it would never be complete: America would have the biggest army  
and China would make more, and cheaper, goods. But neither America nor China  
had a serviceable model to propose for universal emulation. In spite of the  
horrors of their recent past — and in large measure because of them — it was  
Europeans who were now uniquely placed to offer the world some modest advice  
on how to avoid repeating their own mistakes. Few would have predicted it sixty  
years before, but the twenty-first century might yet belong to Europe.»<sup>1</sup>*

*(Tony Judt, «Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945», 2007)*

---

<sup>1</sup> *«Le XX<sup>e</sup> siècle – le siècle de l'Amérique – avait vu l'Europe sombrer dans l'abîme. Le redressement du vieux continent avait été un processus lent et incertain. À certains égards, il ne sera jamais terminé : l'Amérique avait la plus grande armée du monde et la Chine produisait plus, et moins cher. Mais ni l'Amérique ni la Chine n'avait de modèle utile à donner en exemple au monde. Malgré les horreurs de leur passé récent — et dans une large mesure à cause d'elles —, les Européens étaient désormais mieux à même que quiconque d'offrir au monde de modestes conseils sur la façon d'éviter de répéter leurs erreurs. Peu l'eussent prédit soixante ans plus tôt, mais le XXI<sup>e</sup> siècle pourrait bien appartenir encore à l'Europe.»*

## ***L'Europe en laquelle je crois***

Le monde est à un tournant de son histoire. L'Europe aussi. Notre action d'aujourd'hui déterminera la vitalité du modèle européen de société pour les générations à venir. Elle déterminera la mesure de notre influence sur le développement d'un nouvel ordre mondial, notre capacité à tirer utilement parti de nos atouts pour affirmer les intérêts et les valeurs de l'Europe à l'ère de la mondialisation. L'Union européenne a aujourd'hui une expérience d'un demi-siècle quant à la manière de promouvoir efficacement les droits, la prospérité et la solidarité des Européens. Nous avons, parfois dans la douleur, appris à gérer l'interdépendance en Europe – nous devons maintenant tirer les leçons de cette expérience pour faire preuve d'unité lorsque nous réagissons à l'échelle internationale. Nous traversons une époque singulière. Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'un agenda de transformation. Ce n'est qu'en étant unie dans l'action que l'Europe dispose de la masse critique nécessaire. Nous nous trouvons face à un choix: ou bien nous façonnons ensemble le nouvel ordre, ou bien l'Europe deviendra sans pertinence.

Ce n'est bien sûr pas la première fois que l'Europe doit se réinventer: initiative de paix conçue pour panser les plaies d'un continent ravagé par la guerre à ses débuts dans les années cinquante, elle a ensuite évolué, dans les années soixante et soixante-dix, vers un projet visant la prospérité économique, puis est devenue un projet symbolisant la liberté pour les Européens qui n'en faisaient pas encore partie. Pour ma génération, l'Europe était le phare de la liberté et de la démocratie, l'incarnation même des droits politiques et sociaux auxquels aspiraient tous ceux qui vivaient encore sous le joug oppressant d'une dictature. J'ai fait moi-même l'expérience de la capacité du projet européen à surpasser les aspirations et les attentes des Européens, et je sais que je partage cette expérience avec nombre d'entre vous.

J'ai conscience qu'à l'heure actuelle, il est de bon ton de spéculer sur le déclin de l'Europe. Je m'oppose radicalement à cette vision des choses. Je suis convaincu que l'heure de l'Europe a sonné et que le moment est venu pour elle de saisir sa chance. Je veux faire renaître un nouvel enthousiasme pour l'Europe, une nouvelle fierté et un sentiment d'affinité entre l'Union européenne et ses citoyens, en me fondant sur ma conviction que l'Union, avec son économie sociale de marché, est la voie vers un avenir meilleur pour nous, nos enfants et le reste du monde. Je veux apporter ma pierre à l'édifice en aidant l'Europe à tenir pleinement ses promesses et à construire un avenir lui permettant d'exploiter tout son potentiel de force de progrès dans un monde aux défis multiples.

***...est une Europe ambitieuse, qui défend et promeut l'intérêt européen avec vigueur,...***

L'Europe en laquelle je crois est:

- une Europe qui met l'opportunité, la responsabilité et la solidarité au cœur d'une économie sociale de marché. Une Europe ouverte, compétitive et prospère qui exploite pleinement le potentiel de son marché intérieur et de l'euro, qui favorise un tissu industriel de pointe et à forte valeur ajoutée et favorise l'excellence de son secteur des services; qui encourage le développement de son secteur agricole et qui, contribue à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour ses citoyens;
- une Europe qui investit dans l'avenir, c'est à dire, dans des infrastructures modernes, la recherche et le développement, l'innovation et le développement des compétences. Une Europe déterminée à entreprendre une mutation radicale vers la société de la connaissance;
- une Europe qui sorte nos économies de la crise actuelle et ouvre la voie à une croissance plus rationnelle, plus verte et plus durable, en promouvant la cohésion économique et sociale et en garantissant la viabilité budgétaire à long terme;
- une Europe qui conserve le premier rang mondial dans la lutte contre le changement climatique et de la promotion de la sécurité énergétique et qui aide la technologie européenne et ses entreprises à jouer un rôle pilote dans la mise en place d'une économie sobre en carbone;
- une Europe qui refuse toute forme de protectionnisme économique, mais qui est fermement déterminée à protéger et à promouvoir les intérêts européens dans le monde;
- une Europe qui continue à être en pointe pour assurer une régulation et une surveillance efficaces des marchés financiers, en façonnant la mondialisation à l'aune de ses propres valeurs, en respectant les principes éthiques et en se battant pour l'adoption de normes sociales et environnementales plus élevées dans le monde. Une Europe qui soit le champion de la défense des droits de l'homme et du développement et qui s'exprime haut et fort, d'une seule voix, sur la scène mondiale.

En bref, une Europe de la responsabilité et de l'action, dans laquelle les citoyens puissent exercer leurs droits dans un environnement de justice, de liberté et de sécurité.

***...une Europe des valeurs...***

j'ai une passion pour l'Europe. Elle est bien davantage qu'un simple marché - ses réalisations inspirent la fierté, son potentiel enflamme l'imagination. C'est une communauté de valeurs, fondée sur la dignité humaine, la liberté, l'égalité et la

solidarité. À l'heure où le monde qui nous entoure change, ces valeurs sont mises à l'épreuve – par les mutations de la société autant que par les progrès des sciences et de la technologie. Je crois en une Europe qui donne à chacun, homme et femme, la liberté et la sécurité nécessaires pour développer pleinement son potentiel, à l'abri de toutes les discriminations. Une Europe qui célèbre la diversité comme un atout majeur et veille à ce que chaque être humain soit traité avec le même respect. Une Europe fière de son héritage culturel et linguistique, qui protège et favorise sa diversité, qui est l'essence même de notre identité, le fondement des valeurs que nous défendons et des bases sur lesquelles nous traitons avec le reste du monde.

La solidarité constitue la clef de voûte de la société européenne et de son économie sociale de marché. Lorsque le Portugal a adhéré à l'UE en 1986, j'ai été le témoin direct de cette solidarité en action, qui a permis à mon pays d'accélérer son développement économique et social et d'exploiter au mieux son potentiel. Nous devons continuer à donner une expression concrète à cette solidarité, sous tous ses aspects: politique, comme nous l'avons fait lors de la crise du gaz entre la Russie et l'Ukraine; économique, comme nous le faisons au travers de la politique de cohésion; et social, comme lorsque j'ai proposé de créer le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation et la facilité alimentaire et que je me suis battu pour qu'ils soient inscrits dans la législation.

Notre interdépendance, tant au sein de l'Europe qu'à l'échelle mondiale, n'a jamais été aussi évidente. Dans le monde complexe d'aujourd'hui, la lutte contre le changement climatique, l'adoption de politiques énergétiques durables, la préparation de nos sociétés à faire face au défi démographique, la refonte du système financier mondial et la lutte contre le fléau de la pauvreté sont autant de points sur lesquels nous ne progresserons qu'à la condition d'unir nos forces. Ce qui implique que nous incombe à tous, institutions de l'UE, États membres et société civile – chez nous comme à l'extérieur – la responsabilité d'assumer notre rôle.

### ***...et une Europe qui place les citoyens au cœur de son projet***

La raison d'être de l'Europe est de doter les Européens de moyens d'agir, ainsi que de défendre leurs droits et de favoriser le progrès social. À l'heure de la mondialisation, les gouvernements nationaux ne sont plus en mesure de s'acquitter seuls de ces tâches. L'UE représente un atout réel pour les Européens au moment où ils s'efforcent de bâtir un avenir meilleur, et elle leur permet d'aborder le monde dans lequel nous vivons avec confiance. À mon sens, par le passé, les institutions et les États membres de l'UE ont souvent échoué à faire comprendre ce que l'action européenne signifiait concrètement pour les citoyens: quels avantages les Européens tirent-ils du marché unique, de l'ouverture des marchés et de la régulation dans les secteurs de l'énergie ou des

télécommunications, de la politique de la concurrence ou des fonds structurels? Quels sont exactement les droits des Européens, qu'ils soient étudiants, travailleurs, entrepreneurs ou consommateurs? En bref, je souhaite que le programme d'action européen s'articule bien plus clairement autour des droits et des besoins des Européens.

Les droits et obligations ne deviennent réalité que lorsque les personnes concernées y ont facilement accès. Je suis d'avis que la Commission, le Parlement européen et les États membres doivent prendre le temps de définir, d'expliquer et de faire appliquer ces droits, en y consacrant toute l'attention nécessaire. Le traité de Lisbonne, s'il est ratifié, fournira de nouvelles occasions de concrétiser cet objectif.

J'ai toujours préféré, et je préférerai toujours, les réalisations concrètes aux discours creux. C'est ainsi que l'Europe s'est construite - non pas sur des idées abstraites, mais sur le fondement solide des valeurs essentielles qui sont au cœur de l'Union européenne.



# **Grandes orientations pour la prochaine Commission**

## ***Les défis auxquels l'Europe est confrontée sont immenses...***

Nous traversons une période de grand changement, qui doit permettre à l'UE d'apporter des réponses originales à des questions nouvelles et d'exploiter ses atouts fondamentaux de manière inédite. Nous devons agir ensemble pour parvenir à une reprise durable. Les citoyens sont inquiets pour l'avenir, pour eux-mêmes et leurs familles. Nous ne pouvons nous contenter de poursuivre les mêmes politiques; il nous faut une approche nouvelle qui offre des solutions efficaces et durables. Seule une stratégie intégrée à l'échelle de l'UE peut ramener l'Europe sur la voie d'une croissance forte et durable et de la création d'emplois qui profiteront aux citoyens européens.

J'identifie cinq défis essentiels pour l'Europe:

### **1. Relancer la croissance économique aujourd'hui et garantir un avenir viable à long terme ainsi que la compétitivité pour l'avenir.**

Le PIB de l'UE devrait décroître d'environ 4 % cette année. Il est évident que la croissance mondiale ne retrouvera pas avant un certain temps – si elle les retrouve jamais - ses niveaux d'avant la crise. Ces taux de croissance – et le modèle économique qui les soutenait – n'étaient tout simplement pas tenables. La reprise exigera une approche différente de celle du passé.

### **2. Combattre le chômage et renforcer la cohésion sociale.**

Alors que 18 millions d'emplois ont été créés entre 1997 et 2007, la crise a entraîné des pertes d'emploi dans l'ensemble de l'UE, induisant le risque d'une aggravation des problèmes sociaux tels que l'accroissement de la pauvreté. Entre 2007 et 2010, le nombre de personnes sans emploi dans l'UE devrait augmenter de plus de 8 millions. La période que nous traversons est exceptionnelle: à tous les niveaux de pouvoir, nous devons accorder une attention nouvelle et beaucoup plus soutenue à la dimension sociale en Europe. Des mesures immédiates devront être prises pour lutter aujourd'hui contre le chômage, mais aussi pour venir en aide aux personnes confrontées à des obstacles structurels durables à l'emploi, notamment les jeunes et les personnes peu qualifiées. Dans le même temps, nous devons tenir compte des besoins de nos populations vieillissantes et des catégories sociales les plus vulnérables. C'est la seule manière pour nous d'assurer la cohésion sociale forte qui caractérise le modèle européen de société.

### **3. Transformer le défi d'une Europe durable en avantage concurrentiel.**

L'UE a montré la voie dans le contexte des négociations internationales sur l'environnement, notamment en matière de changement climatique et de biodiversité. Nous nous sommes fixé des objectifs contraignants pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. À présent, nous devons montrer en quoi la lutte contre le changement climatique peut contribuer à moderniser nos économies et constitue le cadre idéal pour récolter les fruits d'une avance technologique.

### **4. Garantir la sécurité des Européens.**

La lutte contre le terrorisme, la criminalité internationale et la traite des êtres humains est une bataille que nous devons gagner. La crise actuelle fait apparaître de nouveaux risques, aggravant la menace d'une montée de l'extrémisme, exploitant les tensions sociales et ethniques. Une Europe sûre, c'est aussi une Europe qui a toute confiance dans son approvisionnement en énergie, en nourriture et dans d'autres matières premières, dans le contexte d'une concurrence internationale croissante.

### **5. Œuvrer pour plus de citoyenneté et de participation dans l'UE.**

En ravivant les liens entre les Européens et l'UE, nous contribuerons à rendre cette dernière plus légitime et plus efficace. Nous pourrions y parvenir en permettant aux citoyens de s'associer aux décisions qui touchent à leur vie quotidienne, et notamment en garantissant la transparence du processus qui a conduit à leur adoption. Cela signifie aussi que les droits des citoyens européens doivent être appliqués de manière effective: on ne peut tolérer que les Européens se trouvent confrontés encore aujourd'hui à divers obstacles lorsqu'ils se déplacent d'un pays à l'autre de l'UE.

L'Europe doit être unie face à ces difficultés. Elles ne pourront être réglées par les seuls États membres. Ensemble, en revanche, nous pourrions relever le défi.

### ***...mais les atouts dont nous disposons le sont tout autant***

Je suis persuadé que l'Europe réussira dans son entreprise en exploitant ses propres atouts et en restant fidèle à ses valeurs.

- Nous sommes un continent de démocraties stables, doté du système démocratique transnational le plus étendu de la planète.
- Nous sommes une communauté fondée sur l'État de droit et sur des institutions solides.
- Notre économie sociale de marché a fait ses preuves.
- Nous disposons d'un précieux réservoir de talents à l'appui d'une industrie, d'une agriculture et de services de niveau mondial.

- Nous sommes dotés d'un marché unique évolué qui a démontré sa résistance dans des circonstances extrêmement difficiles et s'est consolidé comme le principal moteur de la croissance européenne.
- Nous possédons une monnaie unique qui s'est avérée un socle de stabilité et peut poursuivre son expansion.
- Nous pouvons nous appuyer sur des politiques communautaires bien conçues qui nous permettent de partager des expériences, de tirer parti des économies d'échelle et d'accélérer la cohésion économique et sociale dans toutes les régions de l'UE.
- Nous avons fait de l'élargissement un succès qui nous a renforcés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.
- Nous occupons une position solide sur la scène internationale: des partenaires du monde entier voient dans l'UE une source d'inspiration et attendent d'elle qu'elle leur indique la voie à suivre.

La crise actuelle, en montrant que nous avons atteint des niveaux d'interdépendance mondiale sans précédent, a mis en évidence un atout particulier de l'Union européenne. Aucune région au monde ne peut se targuer de l'expérience acquise par l'Union dans la définition de normes transnationales et la gestion d'institutions transnationales. Cet atout nous désigne tout naturellement pour être le champion de la gouvernance mondiale dont notre planète a besoin aujourd'hui. J'ai la conviction que, si nous tirons parti de cette période de mutations, nous pourrions proposer à la communauté internationale des solutions qui répondront au défi de l'interdépendance au XXI<sup>e</sup> siècle.

### ***Définir nos priorités dans une perspective à plus long terme: une vision pour l'UE à l'horizon 2020***

Les prochains mois et les prochaines années nous diront à quel rythme et avec quelle vigueur nous sortirons de la crise et dans quelle mesure nous influencerons sur le développement d'un nouvel ordre mondial. Pour définir les bonnes priorités de la prochaine Commission, nous devons nous inscrire dans une perspective à plus long terme. Nous avons déjà fixé à 2020 la date butoir pour réaliser nos objectifs ambitieux en matière de changement climatique et d'énergie. En fixant les priorités de l'Europe pour les dix prochaines années, nous pourrions mieux définir le travail qui attend la Commission pour les cinq années à venir. Un cadre à plus long terme nous aidera à décider judicieusement comment et où investir aujourd'hui dans les changements profonds et novateurs nécessaires pour façonner l'UE de demain. En nous appuyant sur la **vision adéquate de l'UE en 2020**, nous pouvons exploiter les talents et les atouts de l'Europe et redynamiser l'économie sociale de marché inclusive qui caractérise le mode de vie européen.

Nous disposons déjà de plusieurs outils d'action avec les divers instruments et stratégies élaborés par l'UE ces dernières années – la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, l'agenda social renouvelé, le pacte de stabilité et de croissance, la politique en matière de concurrence et d'aides d'État, la stratégie en faveur du développement durable, la stratégie relative au changement climatique et à l'énergie, l'espace européen de la recherche et le programme de La Haye, auquel a succédé le programme de Stockholm.

Tous ces outils et stratégies ont toutefois été mis en place séparément: ils ne proposent pas une vision globale du type de société que nous entendons construire pour l'avenir. Ma proposition est la suivante: canalisons ces différents instruments et stratégies et modifions-les si nécessaire, afin de développer l'économie sociale de marché solidaire et durable dans laquelle nous voulons tous vivre. Nous devons revoir l'actuelle stratégie de Lisbonne pour être prêts à aborder l'après-2010, en la transformant en une stratégie de convergence et de coordination de manière à réaliser cette vision intégrée de l'UE à l'horizon 2020. Cette exigence nécessitera des actions immédiates et d'autres à plus long terme:

- Garantir une sortie de crise efficace
- Être à la pointe de la lutte contre le changement climatique
- Développer de nouvelles sources de croissance durable et de cohésion sociale
- Faire avancer l'Europe des citoyens
- Ouvrir une nouvelle ère pour l'Europe en tant qu'acteur global

Ces actions appellent dès à présent l'adoption de mesures d'urgence. Ce faisant, les premiers résultats pourront apparaître rapidement, même si certaines mesures ne porteront leurs fruits que plus tard.

- ***Garantir une sortie de crise efficace***

***...suppose l'élaboration d'une stratégie économique vigoureuse et coordonnée à l'échelle de l'UE ...***

Les politiques européennes et nationales menées dans le cadre du **plan européen pour la relance économique** ont été essentielles pour rétablir un certain degré de confiance plus rapidement que certains ne l'avaient prévu. La confiance commence à revenir, et le crédit se remet à circuler. Les taux d'intérêt se situent à des niveaux historiquement bas.

L'intervention de l'Europe a été massive. Consentant un énorme effort budgétaire, les gouvernements européens injecteront jusqu'à 6 % du PIB dans notre économie pendant la période 2009-2010. Conformément aux

lignes directrices de la Commission, les plans de garantie et de recapitalisation contribuent à stabiliser les banques, et la Commission a approuvé, depuis le mois d'octobre dernier, environ 3 600 milliards d'euros d'aides d'État en faveur du secteur financier, soit près d'un tiers du PIB de l'UE. Ces plans n'ont pas été conçus pour renflouer les banques, mais bien pour empêcher un effondrement de l'économie, protéger l'épargne et prévenir les pertes d'emplois. La Commission a accéléré le versement de fonds structurels pour un montant de 11 milliards d'euros et proposé un programme d'investissement de 5 milliards d'euros en faveur de projets novateurs en matière d'énergie et du déploiement de la large bande dans les zones rurales. Nous avons également reprogrammé le Fonds social européen de manière à permettre aux travailleurs de conserver un emploi grâce à des actions de formation ou de reconversion et élargi l'accès au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Nous avons doublé le plafond de l'aide à la balance des paiements des États membres n'appartenant pas à la zone euro pour le porter à 50 milliards d'euros.

Le marché unique et l'euro, principaux atouts économiques de l'UE, ont résisté à la tempête et évité le pire aux Européens. C'est l'Europe qui a fixé l'ordre du jour du programme international du G20 visant à stabiliser les marchés financiers, augmentant les ressources du Fonds monétaire international et réformant la réglementation financière.

Aujourd'hui, la priorité est de continuer à soutenir la demande et d'enrayer la montée du chômage. Cela implique la mise en œuvre résolue du plan européen pour la relance économique, le maintien des taux d'intérêt à un faible niveau et un recours aux règles européennes en matière d'aides d'État de nature à soutenir l'action menée par les gouvernements pour redynamiser leurs économies sans porter préjudice à d'autres États membres. S'il est prématuré de mettre un terme aux mesures de relance et de soutien à l'économie et au secteur financier, il convient néanmoins de préparer une stratégie de sortie. La marge de manœuvre pour de nouvelles mesures de stimulation de la demande dans l'UE est très limitée, car une nouvelle relance budgétaire généralisée pourrait susciter des réactions négatives des marchés. Parallèlement, il ne doit pas y avoir de contradiction entre les mesures à court terme adoptées aujourd'hui et la durabilité et la compétitivité de l'économie européenne.

Cette année, la plupart des États membres de l'UE présenteront un déficit excessif, ce qui tient à des raisons conjoncturelles, à des mesures discrétionnaires ou, dans certains cas, à ces deux éléments. Il convient de corriger les déficits excessifs avec détermination et diligence, dans le respect du **pacte de stabilité et de croissance** révisé. La Commission analysera en détail les meilleurs délais requis pour la correction de chaque déficit excessif,

et ces délais varieront selon la situation de chaque État membre – par exemple, une aide à la balance des paiements oblige l'État membre concerné à agir particulièrement vite. De manière générale, il faudra du temps pour ramener les déficits sous la barre des 3 % du PIB.

Cette situation exigera une surveillance budgétaire accrue et élargie de la part de la Commission, notamment en ce qui concerne la qualité des finances publiques: cet exemple typique illustre l'intérêt de tous de voir la **coordination des politiques économiques** renforcée. Sous ma conduite, la Commission exploitera tout l'éventail des possibilités offertes par le traité pour renforcer la convergence des objectifs et la cohérence des effets de la politique économique, en particulier dans la zone euro. Le renforcement de la coordination sera essentiel à une stratégie de sortie efficace. Toute la panoplie des politiques communautaires existantes peut également être exploitée pour encourager une coordination accrue. À titre d'exemple, la Commission révisé sa politique en matière d'aides d'État pour veiller à ce que les subventions soient bien axées sur les objectifs communautaires tels que la promotion de la recherche et du développement, les écotéchnologies et le développement de nouvelles compétences. Elle continuera de s'assurer que des conditions égales sont garanties dans ces domaines au sein de l'UE: la sortie de crise ne sera effective que si nous maintenons un marché unique fort au cœur de notre stratégie.

Le calendrier de la stratégie de sortie devrait également être coordonné à l'échelle mondiale. Le rôle à part entière joué aujourd'hui par la Commission tant au sein du G20 que du G8 constitue pour elle un tremplin pour contribuer à peser sur l'élaboration de décisions à l'échelle internationale. Elle sera en mesure d'apporter aux marchés l'assurance que la progression récente de l'endettement public sera inversée, tout en veillant à ce qu'une sortie prématurée ne compromette pas la reprise.

### ***...des mesures pour enrayer la montée du chômage...***

Le chômage est à la fois un drame personnel et un fléau pour l'ensemble de notre société. Partout en Europe, des collectivités, des familles et des individus font face à de grandes difficultés ou à de fortes incertitudes à mesure que le chômage augmente. Il est crucial d'exploiter tous les instruments disponibles pour empêcher de nouvelles pertes d'emplois et soutenir les personnes qui se retrouvent aujourd'hui sans travail. L'Europe ne saurait se permettre d'assumer le coût social et économique d'une inexploitation des talents de ses membres, son atout le plus précieux. Elle ne saurait non plus rester sourde aux angoisses que ressentent tant de citoyens européens.

La Commission a un rôle important à jouer même si les États membres exercent la plupart des compétences en matière de politique d'emploi. Nous pouvons actionner le levier du budget communautaire, comme nous l'avons fait en adaptant le Fonds social européen; nous pouvons contribuer à ce que les actions nationales intègrent pleinement la dimension communautaire; nous pouvons exploiter notre pouvoir de rassembler des compétences afin de promouvoir des solutions et des pratiques efficaces et de trouver de nouveaux moyens pour combattre le chômage et créer des emplois. Nos propositions visant à adapter les règles de financement communautaires aux besoins actuellement urgents, en soutenant notamment la formule associant travail à temps partiel et reconversion comme moyen de permettre aux travailleurs de conserver leur emploi pendant la crise et d'améliorer leurs compétences pour les préparer à la reprise, témoignent du rôle positif que la Commission peut jouer dans ce domaine. Le travail que nous avons accompli dernièrement pour établir des principes communautaires de flexicurité à appliquer dans le cadre de parcours nationaux fournit un cadre positif sur lequel il sera possible de s'appuyer à l'avenir.

L'UE doit donc continuer de renforcer son aide pour doter les Européens des compétences dont ils ont besoin. Mais si nous voulons que ces compétences garantissent les emplois de demain et permettent ainsi d'augmenter le nombre d'emplois de qualité, il faut que la formation soit bien ciblée. Nous devons déjà travailler à une **amélioration significative des compétences et de la qualité de l'enseignement**, notamment en élargissant la participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. Le travail confère dignité aux individus et dynamisme aux collectivités. L'éducation aide les personnes à réaliser leur potentiel. Nous pouvons atteindre, voire dépasser, notre objectif d'un taux d'emploi de 70 % en dotant les personnes des compétences nécessaires pour maintenir leur compétitivité et en les préparant grâce à des stages et des apprentissages de haute qualité. Des millions d'emplois peuvent être créés, notamment grâce au potentiel élevé des secteurs «vert» et «blanc» (les soins de santé et les services sociaux s'adressant aux enfants et aux personnes âgées). Pour y parvenir, nous pouvons déjà commencer par recenser les compétences qui seront requises à l'avenir et utiliser les programmes communautaires pour aider les États membres à fournir les qualifications et les compétences nécessaires.

### ***...un nouvel ensemble de règles financières mettant l'accent sur la responsabilité***

L'Europe doit sortir de la crise avec la conviction qu'elle dispose d'un **système financier** plus éthique, solide et responsable. Cette exigence nécessite une action continue et coordonnée de l'UE et de ses États membres. S'il va de soi que les gouvernements restent responsables de l'utilisation qu'ils

feront de l'argent des contribuables, au niveau européen, nous pouvons veiller à ce que les banques se soumettent à des tests de résistance transparents fondés sur des critères communs et à ce que les orientations communes de la Commission encadrent les mesures prises pour traiter les actifs dépréciés.

Nous devons garantir le retour à la viabilité des banques, dans le cadre d'une stratégie de sortie coordonnée à l'échelle de l'UE. La Commission européenne a un rôle bien précis à jouer dans ce contexte. Les plans nationaux de sauvetage et de recapitalisation ne doivent pas créer de distorsions sur le marché unique. Les règles communautaires en matière de concurrence et d'aides d'État garantissent la mise en œuvre de solutions viables qui ne défavoriseront pas les établissements financiers sains ou certains États membres par rapport à d'autres. Il sera peut-être nécessaire de prendre des décisions difficiles concernant la taille et le modèle d'entreprise des banques restructurées. Au fil de la transformation du système financier, la Commission veillera à ce que des **conditions de concurrence égales** s'appliquent non seulement aux banques européennes, mais aussi aux concurrents extérieurs qui ont bénéficié d'un large soutien des contribuables de leurs pays.

Nous devons également parachever le cadre dans lequel devra s'inscrire la **régulation des marchés financiers** pour empêcher que la crise ne se reproduise. Il faut, pour ce faire, adopter et mettre en œuvre l'ensemble des propositions de la Commission concernant la réglementation relative aux exigences de fonds propres, aux fonds spéculatifs et aux fonds de capital-investissement, aux règles en matière de rémunération, aux agences de notation et aux garanties des dépôts. Nous devons également améliorer les systèmes de gestion des crises. Un système européen garantissant les dépôts détenus dans les établissements transfrontaliers rétablirait la confiance. Je prévois également que la Commission soumette des propositions législatives ambitieuses visant à réglementer les produits dérivés en 2010.

Un système européen efficace de **surveillance financière** est essentiel pour rétablir la confiance. Nous devons parvenir rapidement à une pleine application de la législation inspirée par le rapport que j'ai commandé au groupe de Larosière afin de maintenir l'élan actuel en faveur des réformes et d'envoyer à nos partenaires internationaux un signal clair montrant que l'Europe est fermement décidée à agir. La prochaine Commission devra examiner les résultats pour s'assurer que nos objectifs sont atteints.

- **Être à la pointe de la lutte contre le changement climatique**

La crise a frappé au moment même où l'Europe prenait des décisions historiques pour lutter contre le changement climatique. Les propositions ambitieuses soumises en 2008 par la Commission et approuvées par le Parlement européen et les États membres témoignent de ce que l'Europe a pris à bras-le-corps la lutte contre le changement climatique et est déterminée à assurer la sécurité de son approvisionnement énergétique pour l'avenir. La société européenne admet aujourd'hui que ce combat constituera un défi essentiel pour les décennies à venir.

La crise économique et financière et les preuves scientifiques du changement climatique ont montré que nous devons investir davantage dans le développement durable. Mais tout cela ne se résume pas à faire le nécessaire pour l'avenir de notre planète: l'Europe s'apprête à tirer un bénéfice énorme de ses investissements dans les nouvelles technologies à faibles émissions de carbone, qui créeront emplois et croissance. La lutte contre le changement climatique et le passage à une économie sobre en carbone offrent d'immenses possibilités et renforceront notre sécurité énergétique.

Ce contexte a insufflé à l'Europe la force nécessaire pour prendre la tête de la lutte contre le changement climatique. Il ne s'agit pas simplement d'adopter des objectifs contraignants, mais aussi d'aborder les négociations de Copenhague de cette année avec une vision claire des moyens que peut utiliser la communauté internationale pour faire face au problème et un engagement résolu en faveur de mesures de financement de la lutte contre le changement climatique profitant aux pays en développement. La mise en œuvre de cette vision et de cet engagement en Europe et partout dans le monde constituera un défi de taille pour la prochaine Commission.

Nous avons déjà commencé à démontrer que l'UE est capable de créer de nouveaux emplois et de nouveaux secteurs d'activité grâce aux technologies sobres en carbone. L'Europe peut bénéficier des avantages propres aux précurseurs en exploitant le potentiel des **industries, services et technologies écologiques de l'UE** par une action visant à encourager l'utilisation de ceux-ci par les entreprises, et notamment les PME, et par l'élaboration du cadre réglementaire approprié. Un appareil industriel modernisé, capable d'utiliser et de produire des technologies respectueuses de l'environnement et exploitant le potentiel d'efficacité énergétique, est essentiel à une croissance durable en Europe.

Nous devons nous préparer dès à présent à opérer les changements radicaux nécessaires pour parvenir à une Europe bien plus durable d'ici à 2020. Nous avons la volonté politique d'y arriver et nous devons à présent, si nous

voulons atteindre cet objectif, trouver le juste équilibre entre réglementation, développement technologique et financement. Pour ce faire, il faudra trouver les moyens de transformer notre système d'approvisionnement énergétique dans le cadre d'un marché intérieur européen bien régulé, de consommer l'énergie beaucoup plus efficacement et de reconnaître le coût réel des émissions de carbone. Le rôle des technologies est fondamental à cet égard, et nous devons accentuer nos efforts pour exploiter le potentiel de la recherche et du développement à l'échelle européenne. Il faut toutefois aller bien au-delà de cet aspect: nous devons trouver ensemble les moyens de faciliter la transition de nos sociétés et d'encourager les entreprises, les pouvoirs publics et les citoyens à saisir l'opportunité qui leur est offerte et à se lancer dans la construction de l'avenir durable dont l'Europe a besoin.

La prochaine Commission doit continuer à promouvoir une économie à faible intensité de carbone et en particulier la **décarbonisation de notre approvisionnement en électricité et du secteur des transports** – de tous les transports, y compris le transport maritime et aérien, ainsi que le développement de voitures propres et électriques. Limiter l'émission de carbone dans la production d'électricité et les transports aura, par ailleurs, d'autres effets positifs en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques.

Notre mission ne consiste pas uniquement à réduire l'impact futur de notre activité sur le climat. Nous devons également affronter l'héritage des émissions antérieures et le changement climatique auquel elles contribueront inévitablement. Il conviendra d'évaluer chacune des politiques communautaires et de les modifier, s'il y a lieu, dans le contexte du changement climatique, qu'il s'agisse de la consommation d'eau du secteur agricole, des moyens de lutter contre l'érosion des côtes ou des conséquences de la politique de la pêche. Je prévois par conséquent de lancer une grande initiative qui aidera l'UE à anticiper les adaptations nécessaires pour faire face au changement climatique déjà en cours, parallèlement à la réduction de nos émissions dans l'avenir. Pour mener à bien cette tâche, il faudra rassembler toutes les données scientifiques et économiques requises pour aider l'UE à **adapter ses politiques pour qu'elles répondent aux défis du changement climatique**. Ici aussi, l'UE peut prendre la tête des efforts déployés pour trouver des solutions novatrices aux problèmes engendrés par le changement climatique, dont nous commençons déjà à ressentir les effets.

- ***Développer les nouvelles sources de croissance et de cohésion sociale***

Dans la crise actuelle, notre activité économique est en partie générée par la stimulation de la demande. Nous ne saurions toutefois nous appuyer éternellement sur des mesures de relance à court terme. De **nouvelles sources de croissance** devront prendre le relais – des sources de croissance qui soient durables. Qui dit durabilité, dit maintenir le rythme des réformes, orienter nos compétences et notre technologie vers la compétitivité et les marchés de demain, nous moderniser pour pouvoir nous adapter au changement social et faire en sorte que notre économie puisse répondre aux impératifs de protection de l'environnement européen, de son espace rural, de ses zones maritimes et de sa biodiversité.

Cela suppose un changement radical dans l'élaboration des politiques. Nous devons investir massivement dans de nouvelles compétences pour les emplois de demain. Nous devons faire du changement et de l'innovation technologiques le thème central de l'analyse du fonctionnement de l'économie européenne. Nous devons investir dans de nouveaux réseaux d'infrastructure pour les technologies de demain.

Ce changement de politique doit s'appuyer sur des marchés ouverts et des régimes d'investissement au service des intérêts européens, s'accompagnant d'une réglementation intelligente pour des marchés sains dans l'Union européenne et à l'échelle mondiale.

Tous les secteurs de l'économie européenne tireront profit d'une telle approche, source de nouveaux débouchés et de nouveaux emplois.

***...nécessite un renforcement du tissu industriel de l'Europe ...***

L'Union européenne a besoin d'une base industrielle solide. Notre secteur manufacturier est soutenu par d'énormes investissements dans les technologies et une main d'œuvre hautement qualifiée et créative. Notre industrie a connu des transformations inconcevables il y a dix ans. Nous avons développé de nouveaux secteurs axés sur la réutilisation de matières rares. Nous apportons à des problèmes anciens, concernant par exemple les systèmes de chauffage et de refroidissement, des solutions de haute technologie, à faible consommation d'énergie et contribuant à la réalisation de nos objectifs en matière de changement climatique, dans un partenariat avec l'industrie où chacun trouve son compte.

Si nous voulons faire en sorte que l'Union européenne exploite ce potentiel de changement et reste un pôle industriel attrayant en 2020, nous devons définir

une nouvelle stratégie pour notre politique industrielle, qui soutienne l'industrie en mettant l'accent sur la durabilité, l'innovation et les compétences humaines nécessaires pour préserver la compétitivité de l'industrie communautaire sur les marchés mondiaux. Je suis résolument attaché à une politique qui continue de supprimer les charges administratives inutiles et de garantir la sécurité juridique dont les entreprises ont besoin pour investir à long terme. La prochaine Commission devrait chercher de nouveaux moyens d'insuffler un nouveau dynamisme aux petites et moyennes entreprises en s'efforçant de régler des questions telles que les retards de paiement, la définition d'un statut de société privée européenne et la mise en œuvre des règles de passation des marchés publics à l'intérieur de l'UE, et en soutenant les efforts d'internationalisation des PME sur les principaux marchés mondiaux connaissant une forte croissance de par le monde.

### ***... un secteur des services moderne...***

Plus de deux tiers des Européens travaillent à présent dans le secteur des services, fournissant un très large éventail de services tant à l'échelon local que dans le monde entier. Les réformes engagées dans le secteur financier aideront déjà l'Europe à conserver son rôle de premier plan dans le domaine des services financiers. La prédominance de l'Union européenne dans d'autres services soutenant l'économie, tels que le tourisme, la logistique et les services aux entreprises, ainsi que les technologies de l'information et les services environnementaux, restera également un atout fondamental. Les changements que connaît notre société feront aussi apparaître une demande pour de nouveaux services et, partant, de nouveaux emplois. Le vieillissement de la population, par exemple, nécessitera un renforcement des services de santé et de soins. Le développement global du secteur des services sociaux et des services de santé devra donc être stimulé, par exemple en créant un cadre de qualité pour les services publics et sociaux, ce qui témoignera de leur importance dans le modèle de société européen.

### ***...une économie rurale prospère...***

L'Europe a une longue tradition de producteur agricole dont elle peut s'enorgueillir. Grâce aux efforts de ses agriculteurs, à sa politique commune et aux investissements réalisés dans les technologies, l'éducation, la recherche et le développement du marché, l'UE est non seulement à même de satisfaire ses propres besoins alimentaires, mais est aussi devenue un important exportateur agricole. L'agriculture conservera une place de choix dans le développement futur de l'Europe, non seulement en garantissant la sécurité alimentaire, en préservant l'environnement et en valorisant l'espace rural, mais aussi en faisant face à de nouveaux défis, tels que le changement

climatique, tout en assurant un niveau de vie équitable aux agriculteurs. Mais elle doit s'adapter. Tout comme la politique agricole commune a démontré sa capacité à se transformer ces dernières années, l'heure est maintenant venue de décider des besoins et du rôle futurs de l'agriculture et du développement rural dans la vision de l'UE à l'horizon 2020 et d'orienter les investissements publics et les efforts d'innovation pour qu'ils débouchent sur une économie rurale prospère.

### ***....ainsi qu'un renforcement du secteur maritime...***

La Commission actuelle a, pour la première fois, regroupé les différents volets politiques en une approche intégrée du secteur maritime. Mais il faut aller plus loin pour continuer à étendre notre politique maritime. Pour prendre un exemple, je veux voir se concrétiser le projet des autoroutes de la mer en Europe. L'Europe doit développer l'aménagement de l'espace maritime, intégrer la surveillance maritime par-delà les frontières et les pays et créer un réseau d'observation et de données du milieu marin.

Cette Commission s'est aussi engagée dans un vaste exercice de réexamen de la politique commune de la pêche. Sur la base des consultations actuellement en cours, la prochaine Commission devra décrire la manière dont le secteur européen de la pêche peut être organisé sur une base durable.

### ***... une révolution dans la recherche et l'innovation pour une société de la connaissance***

Les Européens ont toujours été des pionniers, repoussant les frontières de la connaissance et de la science, chaque génération trouvant des solutions inédites. Nous sommes attachés à l'éducation et à la formation, reconnaissant qu'elles nous donnent les moyens de réaliser notre potentiel et qu'elles constituent des éléments essentiels d'une société durable. Nous avons déjà mis en place des pôles d'excellence, tels que le Conseil européen de la recherche, pour nous aider à devenir une société fondée sur la connaissance et créé l'Institut européen d'innovation et de technologie. Nous avons sensiblement augmenté la part du budget de l'UE consacrée à la recherche et à l'innovation et nous collaborons avec les États membres pour accroître la part du financement national et privé dans ces domaines.

La prochaine Commission doit donner une nouvelle dimension à la **politique de recherche de l'UE** pour en faire un des moteurs de notre développement durable. Les États-Unis tirent pleinement profit de leur taille continentale en matière de recherche, d'une longue tradition de coopération étroite entre les universités et les entreprises et de la facilité de mouvement dont jouissent les

chercheurs à l'intérieur du pays et vers ce dernier. De son côté, et malgré son excellence, l'effort européen de recherche reste fragmenté. Nous devons tout mettre en œuvre pour atteindre l'excellence mondiale et trouver de nouveaux moyens de conjuguer nos ressources pour faire de l'espace européen de la recherche une réalité.

J'envisage de recentrer nos efforts sur les domaines clés de manière à garantir:

- l'excellence mondiale dans la recherche fondamentale. Notre futur programme de recherche exploratoire reposant sur une approche purement scientifique doit être défini par la communauté scientifique, œuvrant principalement au travers du Conseil européen de la recherche;
- une R&D appliquée davantage axée sur les besoins de l'industrie, couvrant des domaines allant des nanotechnologies à l'espace, afin de mettre sur les marchés de nouveaux produits de pointe et des technologies propres et de stimuler la compétitivité de l'industrie communautaire;
- de nouveaux débouchés pour les chercheurs, en étendant les programmes d'échange tels que le programme Marie Curie et en attirant des chercheurs de niveau mondial vers l'UE;
- une plus grande attention à l'extension des capacités de R&D aux régions.

Nous devons aussi mettre beaucoup plus fortement l'accent sur l'**innovation** en tant que moyen transversal de doter tous les secteurs de notre économie des outils nécessaires pour leur permettre d'être plus compétitifs et, partant, de relever les défis de demain avec confiance. L'innovation va au-delà du développement des produits: elle touche à la manière dont notre société change et s'améliore. L'innovation concerne notre manière de faire des affaires et de travailler, ainsi que les choix que nous posons en tant que consommateurs et citoyens. La prochaine Commission s'attachera à faire converger les atouts des marchés publics, une nouvelle stratégie concernant les droits de propriété intellectuelle et les fonds et instruments communautaires afin de promouvoir l'innovation. Elle continuera par exemple à développer son concept de «marchés pilotes», où les pouvoirs publics facilitent l'innovation conduite par l'industrie en créant les conditions permettant au marché d'adopter avec succès des produits et services innovants dans une perspective bien ciblée dans des domaines tels que les services de santé en ligne, la sécurité intérieure, l'éco-innovation et l'éco-construction.

Mon désir est aussi que l'Europe développe une **nouvelle culture entrepreneuriale** pour rapprocher la société de la connaissance et la société

de l'innovation. L'Europe doit aspirer à augmenter de 50 % la part de sa population associée à des projets d'entreprise, pour la faire passer de moins de 10 % aujourd'hui à 15 % (États-Unis: 14 %). Pour y parvenir, il faudra s'attaquer non seulement aux facteurs «tangibles» tels que l'accès au capital-risque et au crédit, mais aussi aux facteurs «intangibles» tels que les mentalités, les attitudes à l'égard de la faillite, l'éducation et la présentation de modèles. Des réseaux de soutien aux entrepreneurs et autres filières peuvent garantir la diffusion des bonnes idées dans l'ensemble de l'UE.

***...et un programme pour l'emploi dans un environnement de travail en mutation...***

Parallèlement à la nécessité d'adapter les compétences au sein de l'environnement de travail afin de garantir un travail décent et des emplois de qualité pour l'avenir, nous sommes aussi confrontés à de profonds changements dans nos modes de travail. Des évolutions telles que le télétravail, le travail flexible, la prolongation de la vie active et l'accélération de l'évolution des profils de postes touchent le quotidien de millions d'Européens; elles soulèvent de nouvelles questions quant à un **programme pour l'emploi**, appelé à compléter les droits des travailleurs: équilibre entre vie professionnelle et vie privée (triangle formé des congés, de la garde des enfants et du travail flexible), conditions de travail, mais aussi politiques actives du marché du travail et flexicurité. Nous devons faire en sorte que nos valeurs d'intégration, d'équité et de justice sociale soient reprises dans une nouvelle approche. Nous ne tolérerons pas que des **droits sociaux fondamentaux**, tels que le droit d'association ou le droit de grève, qui sont essentiels pour le modèle de société européen, soient menacés. Et si la mondialisation exerce une forte pression sur notre compétitivité, il convient de ne jamais réagir en revoyant nos normes à la baisse. Nous devons plutôt plaider auprès de nos partenaires pour qu'ils adoptent des normes analogues, dans l'intérêt de leur propre bien-être, et continuer de faire campagne dans le monde entier en faveur du travail décent, parmi d'autres normes.

En collaborant étroitement avec les partenaires sociaux, nous devrions renoncer au modèle fondé sur des relations industrielles conflictuelles, qui est dépassé, au profit d'une approche plus globale sur le lieu de travail, fondée sur l'engagement des travailleurs et la qualité du travail. Cette approche doit s'inscrire dans un cadre plus large reposant sur des valeurs et sur notre foi en une Europe plus équitable et plus favorable à l'intégration. Égalité entre les hommes et les femmes, suppression des écarts de rémunération entre les sexes, diversité, lutte contre la discrimination, égalité des chances, traitement des minorités: telles sont les valeurs clés de l'UE, qui sont étroitement liées au programme plus large de promotion des **droits fondamentaux et des droits de l'homme**.

Mon souhait est que la prochaine Commission se penche sur ces questions de manière plus intégrée, en examinant attentivement dans quels domaines les compétences de l'UE lui permettent d'offrir une contribution directe facilitant le processus de changement.

***...où les migrants en situation légale sont bien intégrés...***

L'immigration joue déjà un rôle important dans la croissance de la population de l'UE, contribuant à remédier aux déséquilibres de main d'œuvre. En même temps, la gestion des flux migratoires représentera l'un des plus grands défis auxquels l'UE sera confrontée dans les années à venir.

Les cinq prochaines années devraient voir le développement et la consolidation d'une vraie **politique commune de l'immigration**, s'inscrivant dans une vision à long terme qui met l'accent sur le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine.

La prochaine Commission s'emploiera à traduire concrètement le principe de solidarité dans nos réponses à ces défis, reconnaissant qu'il s'agit là d'un problème commun à nos États membres:

- **L'immigration économique** devra mieux correspondre aux besoins du marché de l'emploi, ce qui permettra de mieux tenir compte des compétences des immigrés et de faciliter leur intégration. Afin d'optimiser les effets positifs de l'immigration légale - au bénéfice des pays d'origine et de destination, des sociétés d'accueil et des immigrés -, il convient d'assurer aux immigrés légaux un niveau de droit uniforme dans l'ensemble de l'UE.
- Nous allons intensifier nos efforts en matière d'**intégration des immigrés**, en préservant leurs droits, mais aussi en soulignant la responsabilité qui leur incombe de s'intégrer dans les sociétés dans lesquelles ils cherchent à entrer. L'éducation et la formation sont des moyens puissants d'intégrer les nouveaux venus dans les sociétés européennes, créant une situation dans laquelle tous, immigrés comme pays européens de destination, sont gagnants, et les programmes communautaires doivent ouvrir la voie à des systèmes proactifs favorisant l'intégration.
- Enfin, la prévention et la lutte contre l'**immigration clandestine** et les activités criminelles connexes sont un complément essentiel à l'élaboration d'une politique commune dans le domaine de l'immigration légale.

### ***... un marché unique adapté au XXI<sup>e</sup> siècle...***

La crise récente a montré que la tentation à court terme persiste de vouloir démanteler le marché unique quand les temps sont difficiles. D'aucuns ont essayé, en prétextant la crise, d'attaquer le marché unique. La Commission continuera de se montrer implacable dans sa défense du marché unique en tant que clé de voûte des traités et fera tout ce qui est en son pouvoir pour le défendre car il offre la meilleure garantie d'une prospérité à long terme. L'expérience de l'année dernière a montré une fois de plus que le marché unique est le roc sur lequel est bâtie la croissance européenne. Mais il faut aussi le moderniser pour lui permettre de répondre aux exigences de l'économie de demain.

La décision de fixer l'année 1992 comme date-butoir pour l'achèvement du marché intérieur a été un moyen très efficace de créer de nouvelles opportunités de croissance et de progrès social en Europe. À l'approche du vingtième anniversaire de cette date symbolique, nous ne saurions nous contenter de nous réjouir de tout ce qui a été réalisé; nous devons aussi nous demander pourquoi le rêve initial n'est pas encore devenu pleinement réalité. J'ai l'intention de lancer une analyse approfondie sur les «chaînon manquant» du marché intérieur afin de déterminer pourquoi ce dernier n'a pas produit tout son potentiel et ainsi d'identifier de nouvelles sources de croissance et de cohésion sociale. Je recueillerai les avis d'un large éventail d'acteurs, parmi lesquels des parties prenantes, des consommateurs et des personnalités, afin de recenser les problèmes et de tenter de leur trouver des solutions. Je veux que la prochaine Commission adopte une approche plus systématique et intégrée, par exemple au moyen de son initiative de surveillance du marché, le but étant de **donner une nouvelle impulsion au marché intérieur** et d'en faire, une fois encore, le moteur de l'économie européenne.

Nous pouvons faire davantage pour ouvrir le marché aux services financiers, notamment aux services financiers de détail, au commerce électronique, aux services environnementaux et aux services aux entreprises. Mon intention est en particulier de mettre l'accent sur la dimension «commerce de détail», qui est, pour la plupart des consommateurs, l'aspect le plus tangible du marché intérieur. Les Européens ne peuvent être dissuadés d'effectuer des transactions transfrontalières par la crainte que leurs droits ne soient pas suffisamment protégés: nous avons besoin d'une **politique active de protection des consommateurs** pour donner aux citoyens la confiance nécessaire pour participer pleinement au marché unique.

Ce vingtième anniversaire est à mon sens le moment opportun pour proposer **un vaste train de mesures pour le marché unique de demain**, avec des

propositions d'actions spécifiques, dont des actions législatives, visant à pallier les carences du marché unique actuel et à garantir que le consommateur final pourra profiter des avantages du marché unique.

***...fondé sur une réglementation intelligente visant à mettre les marchés au service des personnes***

Les marchés n'existent pas pour eux-mêmes. Ils sont au service d'un objectif. Et cet objectif, c'est la prospérité pour tous. Voilà pourquoi la Commission n'a cessé de lutter résolument contre ceux qui abusent du marché. Voilà pourquoi la Commission actuelle a infligé près de 10 milliards d'euros d'amendes, dans des affaires de concurrence, tant à des multinationales qu'à des entreprises européennes. Voilà pourquoi nous avons proposé une législation qui contribue à réduire les tarifs de téléphonie mobile jusqu'à concurrence de 60 %. Et voilà pourquoi, enfin, nous devons continuer à développer le cadre de réglementation sociale, environnementale et technique qui met les marchés au service des personnes.

Le monde a appris à ses dépens combien il en coûtait de laisser les marchés et les opérateurs fixer les règles. Le défi, pour la prochaine Commission, sera de concevoir une approche fondée sur une réglementation intelligente dans ses principaux domaines d'intervention. Il faudra, pour cela, instaurer des règles visant à garantir la transparence, le respect des règles du jeu et le comportement éthique des acteurs économiques, en tenant dûment compte de l'intérêt public. Une **réglementation intelligente** devrait protéger le consommateur et permettre la réalisation effective des objectifs de politique publique sans étrangler les opérateurs économiques tels que les PME ou restreindre indûment leur capacité concurrentielle.

L'actuelle Commission a révolutionné la méthode d'élaboration des politiques au niveau de l'UE, procédant à des consultations publiques et à une analyse d'impact qui sont aujourd'hui la norme pour les nouvelles propositions législatives, et à une simplification majeure de la législation communautaire en vigueur, toujours en cours. D'ici 2012, la prochaine Commission réduira, conformément à notre engagement, la charge administrative de 25 %. Mais je veux aller plus loin. Cet énorme investissement dans l'analyse ex ante doit s'accompagner d'un effort équivalent dans l'**évaluation ex post** - afin de garantir que nos propositions atteignent véritablement l'objectif promis et de nous permettre de les réviser et les corriger lorsqu'elles ne produisent pas l'effet escompté. Toutes ces initiatives visent à concentrer l'action de l'UE sur ce qui est essentiel et à éliminer les procédures bureaucratiques et toute centralisation inutile.

S'il est ratifié, le traité de Lisbonne modifiera la manière dont l'UE prend ses décisions, notamment par le biais de la comitologie. Dans le cadre du programme de réglementation intelligente, j'étendrai l'approche fondée sur l'analyse d'impact à certaines propositions clés de comitologie. Je réfléchirai aussi aux moyens d'aider le Parlement européen à exercer son droit de contrôle sur l'ensemble des décisions politiquement importantes.

### ***... y compris les marchés mondiaux***

L'ouverture est essentielle pour la compétitivité future de l'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'une question de préférence politique. Il y va aussi de nos propres intérêts en tant que premier exportateur mondial. L'Europe est particulièrement exposée aux dommages que la crise a infligés au **commerce mondial**. Aussi se doit-elle à présent de prendre la tête de la lutte contre le protectionnisme sous toutes ses formes. Nous ne pouvons évidemment être naïfs: les autres doivent aussi être ouverts à nos exportations de biens, de services et de capitaux. Mais l'ouverture au commerce et aux investissements est un moteur de croissance indispensable.

La conclusion d'un accord dans le cycle de Doha reste la priorité absolue. Mais il conviendra également de chercher à établir des accords de libre-échange et des régimes d'échanges. Les négociations commerciales doivent être au service des intérêts de l'UE. Les cycles successifs de réduction tarifaire ayant permis d'abaisser sensiblement les droits de douane, les entraves non tarifaires constituent à présent, dans de nombreux cas, le principal obstacle aux exportations de l'UE. Comme nous l'avons vu avec le marché unique, il est beaucoup plus complexe de supprimer ces entraves et d'empêcher que de nouvelles apparaissent que de réduire les droits de douane: cela ne dépend pas tant de l'expertise technique que de la qualité des relations entre les pays concernés. Nous devons beaucoup mieux coordonner les différents volets de notre politique extérieure et utiliser notre pouvoir de persuasion pour obtenir des résultats tangibles pour les entreprises et les citoyens de l'UE. Il convient de promouvoir l'intérêt européen de façon cohérente et avec détermination.

**La coopération dans les domaines de la réglementation et de la normalisation** est un outil important également pour défendre nos intérêts sur les marchés mondiaux. Les dialogues transversaux, tels que le Conseil économique transatlantique (CET) avec les États-Unis, notre principal partenaire en matière d'échanges commerciaux et d'investissements, sont un moyen efficace de structurer les relations avec les principaux partenaires commerciaux. L'UE a une longue expérience de la réglementation et de la normalisation des produits. En partageant cette expérience avec d'autres, elle influe sur l'évolution de la mondialisation.

### ***... reliés entre eux par les réseaux du futur***

La généralisation de l'électricité et du téléphone a été une avancée majeure pour les générations précédentes; aujourd'hui, l'objectif doit être d'équiper tous les foyers d'un accès Internet à large bande et à haut débit. Ce secteur présente un formidable potentiel de croissance pour les entreprises et il est susceptible de créer jusqu'à un million d'emplois; il a toutefois besoin de sécurité réglementaire et d'une intervention active pour faire disparaître les goulots d'étranglement et éliminer les obstacles à l'entrée sur le marché. La prochaine Commission élaborera un «**agenda numérique pour l'Europe**» (accompagné d'un programme législatif ciblé) afin de s'attaquer aux principaux obstacles à un véritable marché unique du numérique, de promouvoir l'investissement dans l'Internet à haut débit et d'empêcher une fracture numérique inacceptable. Nos économies et nos sociétés étant de plus en plus tributaires de l'Internet, une initiative majeure visant à accroître la sécurité du réseau sera également proposée.

**La sécurité de l'approvisionnement énergétique** et de bonnes interconnexions seront d'une importance capitale pour la croissance future. Un des prochains grands projets européens vise à doter l'Europe d'un **nouveau super-réseau européen de l'électricité et du gaz**. Ce réseau nous aidera à satisfaire plus judicieusement nos besoins croissants en énergie, ce qui nous garantira un approvisionnement énergétique sûr et stable, en phase avec nos objectifs en matière de changement climatique. Nous avons déjà bien progressé en ce qui concerne les interconnexions baltes et nous avons lancé le projet du gazoduc Nabucco. Ces avancées montrent ce qui peut être réalisé lorsque le rôle moteur de la Commission se conjugue avec la volonté politique des États membres et que nous associons de façon judicieuse la réglementation et les moyens financiers pour parvenir à des résultats. Les cinq prochaines années devront non seulement voir la concrétisation de ces projets, mais aussi le lancement de nouvelles initiatives, telles qu'un plan d'interconnexion pour la Méditerranée, des interconnexions pour le gaz, l'électricité et le pétrole, ainsi que la création de liens entre les fournisseurs africains et l'UE.

#### ▪ ***Faire avancer l'Europe des citoyens***

Le maintien et le renforcement de la prospérité économique et de la cohésion sociale sont des missions essentielles de l'UE, sur lesquelles se fondent la lutte contre l'exclusion sociale et la contribution de l'UE à la lutte contre la pauvreté. Toutefois, le projet européen a une portée plus vaste: l'UE offre à ses citoyens des droits, une protection et des possibilités bien au-delà du marché. Il permet également de rapprocher les citoyens, de tirer parti de la

diversité culturelle de l'Europe pour en faire un puissant canal de communication. Les principes de libre circulation et d'égalité de traitement des citoyens de l'UE doivent se traduire concrètement dans la vie quotidienne de chacun. L'autonomie accrue et la promotion des femmes sont deux domaines parmi d'autres dans lesquels l'UE doit encore agir.

***...signifie promouvoir les droits et assurer une protection...***

Au fil des années, l'UE a donné de nombreux droits nouveaux à ses citoyens – allant de l'égalité des rémunérations à la libre circulation en passant par le dédommagement des passagers lorsqu'une compagnie aérienne ne respecte pas ses engagements. Tels sont, pour les citoyens, les bénéfices très concrets de l'appartenance à l'UE, même si l'application effective de ces nouveaux droits reste une entreprise difficile. Nous pouvons faire davantage pour promouvoir les droits des personnes et faciliter leur accès à ces droits.

La défense de ces droits doit s'accompagner de la protection des personnes. Une **stratégie de l'Union en matière de sécurité intérieure** est nécessaire afin de mieux protéger la vie et l'intégrité des citoyens européens: nous devons nous assurer que la criminalité organisée et le terrorisme ne profiteront pas de l'ouverture des frontières. Nous devons faire preuve de solidarité en utilisant des instruments tels que Frontex destinés à garantir un contrôle efficace de la légalité des entrées aux frontières de l'UE.

L'UE protège bien sûr aussi les citoyens européens par son rôle dans la **prévention des crises et des catastrophes et la réaction à de tels événements**. Qu'il s'agisse de combattre les incendies de forêt, de remédier aux conséquences des tremblements de terre ou de répondre à la menace de pandémie de grippe, l'action de l'UE peut apporter une valeur ajoutée à celle des États membres, par des mesures de solidarité concrètes. Une des priorités immédiates de la prochaine Commission sera d'évaluer de manière plus approfondie la valeur ajoutée qu'apporte l'UE dans la gestion des crises et d'agir en conséquence.

***...lever les obstacles que rencontrent les citoyens...***

Les citoyens de l'UE sont encore confrontés à de nombreux obstacles lorsqu'ils tentent de se procurer des biens et des services au-delà de leurs frontières nationales. Ils devraient pouvoir exercer leurs droits de citoyens européens aussi facilement que leurs droits de citoyens dans leur pays. Parallèlement au rapport sur les obstacles qui subsistent au sein du marché intérieur, la Commission rédigera un rapport complet sur les obstacles que rencontrent les citoyens et proposera des solutions pour les éliminer au mieux.

### ***... signifie relever le défi démographique***

Une société juste est aussi une société qui protège ses membres les plus vulnérables. Le vieillissement est un défi majeur pour l'avenir. Vivre plus longtemps est un signe de réussite – si cette augmentation de l'espérance de vie va de pair avec la santé et l'épanouissement. Mais elle est également synonyme de nouveaux défis en termes de viabilité à long terme, et nous devons faire davantage pour réagir à cette évolution, en tirant parti des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour préserver, autant que possible, l'autonomie des personnes âgées. Une économie vigoureuse et des finances publiques saines sont aussi nécessaires pour permettre d'assumer les soins de santé de cette catégorie de la population. Des millions d'Européens n'ont pas d'autre revenu que leur pension de retraite. La crise a montré l'importance de l'approche européenne en matière de régimes de retraites. Elle a démontré l'interdépendance des différents piliers des régimes de retraites au sein de chaque État membre et l'importance d'approches communes au niveau de l'UE en matière de solvabilité et d'adéquation sociale. Elle a aussi mis en évidence que les fonds de pension étaient un élément important du système financier. Nous devons veiller à ce que les retraites remplissent leur fonction et accordent un soutien maximal aux retraités actuels et à venir, y compris pour les groupes vulnérables.

### ***...soutenir la mobilité des jeunes***

L'Europe est également une réalité quotidienne, par des initiatives d'échanges. En ces temps de crise économique et sociale, il me semble particulièrement important de favoriser l'accès des jeunes à la dimension européenne. Dans ce but, je propose d'étendre les instruments existants tels qu'Erasmus dans le cadre d'une nouvelle initiative de l'UE en faveur de la jeunesse et de la mobilité, qui fera partie de la stratégie de l'UE pour 2020. En 2020, tous les jeunes d'Europe devront avoir la possibilité d'effectuer une partie de leur parcours de formation dans d'autres États membres. Une initiative telle que «**La jeunesse en mouvement**» contribuerait de façon décisive à la promotion de la diversité culturelle, du dialogue interculturel et de l'apprentissage multilingue.

### ***...et renforcer le dialogue et l'information***

Enfin, l'Europe des citoyens signifie également que les institutions européennes doivent rendre compte de leur action et faire preuve de transparence. Le dialogue avec les citoyens et les différents acteurs de la société civile, qui est caractéristique de la Commission actuelle, continuera de revêtir la plus haute importance. Les citoyens européens ont le droit d'avoir accès aux informations. La Commission redoublera d'efforts pour être

réellement présente et communiquer sur le terrain dans les États membres et les régions, en partenariat avec le Parlement européen, pour être à l'écoute des citoyens et en prise directe avec leurs questions et leurs préoccupations. J'étudierai également les moyens de renforcer le dialogue entre la Commission et les médias. Mais il convient d'être lucide: ce fossé ne se comblera pas sans un partenariat étroit avec les autorités nationales et régionales. Nous devons sortir du piège dans lequel nous attirent les responsables politiques toujours prompts à s'attribuer le mérite des succès obtenus par l'Europe et à rendre «Bruxelles» ou «Strasbourg» responsables de ce qui leur déplaît. Nous devons instaurer un dialogue témoignant d'une maturité accrue avec nos citoyens à propos des décisions qui ont une incidence sur leur vie quotidienne.

- ***Ouvrir une nouvelle ère pour l'Europe comme acteur global***

Le monde offre aujourd'hui à l'Europe une chance inédite d'influencer le cours des événements. Les modèles de pouvoir établis évoluent à nouveau. Les facteurs d'influence deviennent plus complexes et la crise montre que le pouvoir militaire, la taille de la population et le poids économique ne sont pas les seuls moyens d'exercer une autorité au niveau mondial. La crise a montré encore une fois que le monde a besoin de valeurs, de modèles de société suscitant des idées originales répondant à des circonstances inédites. Elle a également montré à quel point l'interdépendance mondiale était irréversible: forte de plusieurs décennies d'expérience dans le domaine de la coopération transnationale, l'UE est le laboratoire naturel de la mondialisation, appelée à défendre d'instinct la gouvernance mondiale.

Nous sommes la première puissance commerciale au monde, le plus grand donateur d'aide au développement, un moteur de l'aide humanitaire, une référence en matière de droits de l'homme, un fer de lance de la lutte mondiale contre le changement climatique: nous avons donc toutes les raisons d'être positifs et confiants sur la scène internationale.

Le traité de Lisbonne, s'il est ratifié, nous fournira les outils nécessaires pour ouvrir une nouvelle ère propice au rayonnement des intérêts européens dans le monde entier. Il s'emploie directement à résoudre certaines des insuffisances qui entravaient notre action. Il contribuera à améliorer la cohérence de notre action extérieure. Il permettra d'utiliser la diplomatie, la gestion de crise et une capacité de défense européenne naissante aux côtés d'instruments plus classiques, tels que le commerce et le développement. Il confère de nouveaux pouvoirs et un rôle accru au Parlement européen.

Toutefois, c'est la volonté politique d'utiliser pleinement ces instruments qui sera véritablement décisive. Je m'engage à ce que la Commission, qui pilote tant de politiques extérieures de première importance, joue pleinement son rôle en saisissant l'occasion de donner à l'Europe la place qu'elle mérite sur la scène internationale. Nous ne devons pas considérer les relations extérieures comme un domaine à part, mais comme une partie intégrante des moyens qui nous permettent d'atteindre nos objectifs de politique intérieure.

La nomination d'un nouveau Haut représentant occupant également la fonction de vice-président de la Commission chargé des relations extérieures constitue une innovation majeure ouvrant de vastes perspectives. C'est également le cas du futur service européen d'action extérieure qui réunira des ressources de la Commission, du Secrétariat du Conseil et des États membres pour nous permettre de tirer le meilleur parti de notre action extérieure. Il s'agira d'une rupture avec le passé et je suis déterminé à la mettre en œuvre de manière effective. Je me réjouis de la perspective d'une discussion approfondie avec le Parlement européen sur la mise en œuvre d'un calendrier ambitieux en matière de relations extérieures et l'amélioration de la coopération institutionnelle dans ce domaine.

L'importance de la dimension extérieure de l'UE se reflète dans l'éventail des relations que nous entretenons avec les pays tiers. L'Europe doit demeurer le chantre du multilatéralisme et travailler étroitement avec les Nations unies et les autres organisations multilatérales. Nous devrions aussi saisir l'occasion qu'offre la mutation de l'environnement international pour approfondir les partenariats stratégiques avec nos principaux partenaires bilatéraux, tels que les États-Unis, et, bien entendu, au sein du G8 et du G20. C'est dans ce cadre que l'UE pourra exploiter au mieux la dimension extérieure pour faire avancer ses propres objectifs dans des domaines comme la prospérité, la sécurité, le changement climatique, l'énergie et la lutte contre la pauvreté.

Pour une Europe fondée sur des valeurs, la lutte contre la pauvreté dans le monde est un enjeu éthique qui doit rester pour nous un objectif impérieux. La crise économique du monde développé ne doit pas nous autoriser à négliger la mission qui nous incombe de porter assistance à ceux qui luttent pour survivre dans de nombreux endroits du monde. Je suis déterminé à continuer de plaider pour que l'Europe s'appuie sur le travail de pionnier qu'elle a réalisé en Afrique notamment, et de défendre la cause des pays en développement. Notre objectif prioritaire doit rester d'atteindre les **objectifs du Millénaire pour le développement** et d'obtenir des résultats concrets dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, de la santé et de l'éducation.

Nous devons promouvoir activement les **droits de l'homme** sans jamais hésiter à condamner les violations de ces droits fondamentaux. Nous devons utiliser notre potentiel afin d'être un pouvoir civil œuvrant pour la **paix**, en liant la **sécurité** au **développement**, afin d'aider au sauvetage et au redressement des États défailants. Nous pouvons et nous devons en faire davantage pour apporter notre contribution à la résolution des conflits et aux opérations de maintien et de consolidation de la paix. La non-prolifération sera un défi majeur dans les années à venir et nous devons être prêts à partager l'expérience acquise dans le cadre du traité Euratom.

Il incombe tout particulièrement à l'Europe de promouvoir la liberté, la stabilité et la prospérité dans son **voisinage**. Nous avons pris des engagements à l'égard des pays candidats qui souhaitent rejoindre l'UE. Nous devons les honorer – **l'élargissement** a considérablement renforcé l'Union ainsi que la défense de la paix et de la stabilité sur notre continent. Pourtant, l'élargissement ne peut avoir lieu que lorsque l'UE elle-même et le pays candidat sont tous deux prêts à assumer les responsabilités qui en découlent. L'élargissement n'est pas non plus un processus indéfini. Pour nos voisins qui ne deviendront pas membres de l'UE, nous devons proposer des alternatives crédibles et attrayantes qui satisfont leurs aspirations de même que celles de l'UE. La prochaine Commission fera avancer l'Union pour la Méditerranée et le Partenariat oriental afin de développer une politique de voisinage qui permette de relever les défis auxquels nos voisins et nous-mêmes sommes confrontés.

### ***Les moyens de réaliser nos ambitions***

Le manque d'investissement peut être l'une des conséquences de l'exploitation de nouvelles sources de croissance et de cohésion sociale. Les budgets publics seront sous tension pendant des années en raison de l'effort budgétaire sans précédent consenti pour lutter contre la crise. Nous devons donc faire preuve d'imagination dans la mobilisation des moyens qui nous permettront de traduire nos priorités en actes.

Nous devrions travailler en collaboration avec la **Banque européenne d'investissement** et le secteur privé de façon à la fois plus étroite et plus imaginative. Dans le cadre des instruments existants, nous devons encore améliorer le dosage entre les subventions financées sur le budget de l'UE et les prêts de la BEI, de façon à accroître l'effet de levier global. Le mécanisme de financement avec partage des risques que nous avons mis en place avec la BEI dans le domaine de la recherche et développement est un excellent exemple dont nous pouvons nous inspirer, tout comme notre récente coopération relative aux projets en matière d'efficacité énergétique. Je souhaite également examiner

d'autres moyens d'accroître le rôle de la BEI dans le financement des projets essentiels, en particulier dans le domaine des technologies vertes, des infrastructures et de la sécurité énergétique. La Commission proposera aussi un nouveau cadre pour les **partenariats public-privé** en vue de faciliter la mise en commun de différentes sources de financement pour maximiser les investissements dans les années à venir.

Nous devons également remodeler le budget de l'UE pour répondre aux nouvelles priorités. Pour ce faire, une **réforme du budget de l'UE**, de fond en comble, sera nécessaire. La préparation du cadre financier pluriannuel 2014+ sera un moment décisif pour mener à bien cette réforme. Je souhaite que la prochaine révision budgétaire soit un premier pas dans ce sens. Élaborer le prochain cadre financier ne sera pas une tâche facile – même si chacun s'accorde en théorie sur la nécessité d'une réforme, dès que le débat s'oriente vers des mesures concrètes, il semble qu'il y ait une forte propension à maintenir le statu quo. Avant d'aborder les questions plus spécifiques comme le fait de savoir s'il faut revoir le cycle de sept ans actuel, je souhaite obtenir l'accord du Parlement européen et du Conseil sur trois principes fondamentaux qui serviront de règles de base au débat:

- le budget de l'UE doit se concentrer sur des activités qui apportent une réelle valeur ajoutée européenne. Au-delà des considérations politiques, les critères d'efficacité doivent aider à fixer un ordre de priorité des dépenses de l'UE en fonction de leur valeur ajoutée (par exemple sur la base de leurs effets transfrontaliers, des économies d'échelle qu'elles produisent ou de leur capacité de corriger les défaillances du marché);
- nous devons cesser de nous focaliser de façon restrictive sur les soldes nets et nous orienter vers une approche fondée sur la solidarité, le partage des charges et l'équité, qui soit globale et partagée par tous;
- la stabilité du cadre financier doit s'accompagner en contrepartie d'une souplesse beaucoup plus grande afin de permettre à l'Union de répondre efficacement à des défis et des besoins nouveaux.

Cette réflexion ne permettra toutefois pas d'éluder la question des «**ressources propres**», un système de financement de l'UE qui est progressivement devenu un mélange confus et opaque de contributions et de rabais. Nous devons étudier les moyens dont dispose l'UE pour financer ses politiques de manière plus efficace et plus transparente et simplifier leur mise en œuvre, de façon à maximiser les effets des dépenses tout en préservant les principes de bonne gestion financière.

## ***L'Europe telle qu'elle devrait fonctionner***

### ***La Commission européenne, moteur du projet européen...***

Ces cinq dernières années passées à la tête de la Commission européenne ont renforcé ma ferme conviction que cette institution est le moteur indispensable du projet européen. Seule, en effet, la Commission a l'autorité, la capacité administrative et l'expertise technique nécessaires pour présenter des propositions tenant compte des intérêts de l'ensemble des États membres et de tous les citoyens; elle seule a la vision à long terme requise pour aborder les grands enjeux du monde actuel. Seule, enfin, la Commission jouit de l'autorité et de l'indépendance nécessaires pour garantir un traitement égal à tous les États membres dans l'exécution des obligations découlant du traité et l'application de la législation.

Au vu des priorités esquissées ci-dessus, il est clair que l'activité réglementaire et **législative** restera une mission fondamentale de la Commission. L'objectif est de veiller à ce que la notion de réglementation intelligente soit effectivement appliquée de façon à la rendre à la fois efficace, proportionnée et globale: efficace parce qu'elle doit reposer sur les réalités concrètes que connaissent les opérateurs économiques et les autres parties prenantes; proportionnée parce que la réglementation doit avoir une incidence positive d'un niveau suffisant pour justifier l'adoption de mesures législatives et tenir compte de tous les effets collatéraux potentiels; globale parce qu'en formulant des propositions, il nous faut être pleinement conscients de toutes leurs conséquences économiques, sociales et environnementales futures. Nous avons aussi montré que la Commission est capable d'ouvrir la voie au changement dans la culture administrative de l'Europe, son programme «Mieux légiférer» devant permettre à l'économie de l'UE d'économiser 30 milliards d'euros. Je souhaiterais encore développer cet aspect en mettant un accent particulier sur les besoins des PME.

L'autorité du Président est d'une importance décisive pour garantir la **collégialité** et la cohérence, de même que le rôle particulier joué par la Commission dans le système européen. Il est désormais admis que le collège actuel, le premier de l'UE élargie à 27, a su concilier avec efficacité les intérêts relevant de différents portefeuilles pour aborder des politiques transversales intégrées telles que celles de la migration, de l'énergie et du changement climatique. La prochaine Commission devra continuer de conduire efficacement les politiques énumérées dans les présentes orientations et j'ai l'intention de faire en sorte que l'organisation et les programmes de travail du collège et des services en tiennent compte.

La Commission ne peut être forte qu'en s'appuyant sur des normes strictes en matière de déontologie et en conservant un degré de professionnalisme élevé. Je suis fier des progrès accomplis ces dernières années, mais j'aimerais que de nouvelles mesures soient prises, par exemple dans le domaine de la gestion financière: maintenant qu'il est bien établi, l'OLAF devrait bénéficier d'une indépendance totale en dehors de la Commission. J'ai également l'intention de revoir le code de conduite des commissaires et j'espère que ce code deviendra un document de référence dont s'inspireront d'autres institutions de l'UE.

***...mais elle ne peut pas le faire avancer toute seule: il nous faut un «Partenariat pour le progrès»...***

Les présentes orientations politiques indiquent comment la Commission européenne peut œuvrer en faveur de changements fondamentaux pour les Européens. Mais les progrès dans l'Union européenne ne sont possibles que lorsque les différents acteurs concernés partagent une vision et un objectif communs. Travailler en véritable partenariat permet au noyau démocratique de l'UE, aux différents intérêts nationaux et à l'intérêt européen de s'unir pour faire une réelle différence. C'est l'essence même de la **méthode communautaire**: veiller à ce que l'intérêt européen proprement dit soit au centre du processus décisionnel, garantir la transparence et le contrôle démocratique des décisions prises, et sauvegarder l'égalité entre les États membres.

Pour relever les défis complexes que nous connaissons, il nous faut mobiliser tous les secteurs de la société: les institutions de l'UE, les autorités nationales, régionales et locales, les entreprises, les syndicats et la société civile. Le changement climatique est un excellent exemple à cet égard. Il a requis une impulsion politique de la Commission européenne, du Parlement et du Conseil européen; il exigera de la part des autorités nationales, régionales et locales la volonté de poursuivre sur cette lancée. Quant aux partenaires sociaux et à l'ensemble de la société civile, ils seront nécessaires pour mobiliser tous les secteurs de la société en faveur du changement. Il serait catastrophique de considérer ce défi comme un jeu à somme nulle dans lequel une action prise à un niveau des pouvoirs publics le serait au détriment des autres.

La même dynamique opère à l'échelle internationale. Les échanges que nous avons eus au cours de ces dix dernières années avec nos partenaires clés sur le plan mondial fourmillent d'exemples prouvant que, lorsque nous parlons d'une seule voix, notre influence est décisive, mais que lorsque nous nous exprimons de façon discordante, nous n'atteignons pas nos objectifs. C'est une des raisons pour lesquelles nous devons tirer parti du traité de Lisbonne pour donner à l'Europe tout le poids qu'elle mérite.

### ***...rendant la subsidiarité efficace pour l'Europe***

Nous devons battre en brèche l'idée qu'il existe une rivalité entre les États membres et le niveau communautaire. Tout le monde devrait viser le même objectif: obtenir les meilleurs résultats pour les citoyens. La méfiance a trop souvent causé des failles dans notre système: elle a contribué aux défaillances de notre système de régulation financière, si brutalement mises en lumière l'an dernier. La question est de savoir quel est le meilleur moyen d'améliorer la situation, ce qui passe par une application effective du principe de subsidiarité.

À mon sens, la subsidiarité est la traduction d'un principe démocratique, un élément d'une doctrine aux implications très concrètes visant à faire en sorte que l'action des pouvoirs publics produise les meilleurs effets possibles dans une Europe fondée sur la solidarité, et ce au niveau le plus approprié.

C'est lorsqu'elle fait porter ses efforts sur ses missions essentielles que l'UE fonctionne le mieux. Je souhaite concentrer les moyens limités dont nous disposons sur les domaines dans lesquels nous pouvons produire les effets les plus importants et apporter la plus grande valeur ajoutée.

Cependant, la dimension continentale de l'Europe et l'ampleur de nos ambitions nous amènent inévitablement à voir plus large, dans un cadre plus vaste. Cela ne signifie pas que l'UE doit sans cesse produire de nouveaux actes législatifs – les traités nous permettent, en effet, de légiférer lorsque c'est nécessaire, mais ils nous invitent également à engager le débat et à susciter la réflexion sur toutes les perspectives qu'ouvre la vision de nos pères fondateurs.

Je souhaite faire preuve de rigueur quant aux domaines dans lesquels nous devons disposer de règles communes et ceux pour lesquels un cadre commun suffit. Nous n'avons pas toujours su trouver un juste équilibre en la matière ni examiné soigneusement les conséquences de la **diversité dans une UE à 27**. Dans un domaine tel que celui des OGM, par exemple, il devrait être possible d'adopter un système d'autorisation communautaire, fondé sur des données scientifiques, tout en laissant la possibilité aux États membres de décider s'ils souhaitent ou non avoir des cultures génétiquement modifiées sur leur territoire.

Le traité de Lisbonne prévoit de nouvelles procédures pour permettre aux parlements nationaux d'intervenir s'ils ont des préoccupations en matière de subsidiarité. Mais, ce qui est plus important, nous devrions élaborer une doctrine beaucoup plus claire quant à la façon dont les actions doivent être engagées au niveau de l'UE, l'équilibre à trouver entre les instruments disponibles à l'échelle de l'UE et les instruments nationaux, et ce que l'on peut attendre des États membres qui mettent en œuvre les politiques de l'UE dans leur propre pays.

### ***...et s'accompagnant d'un partenariat spécial entre la Commission européenne et le Parlement européen***

La clé du succès de l'Europe est la définition et la concrétisation de l'intérêt européen dans ce qu'il a de propre. C'est pourquoi il est aussi important que le Parlement européen et la Commission européenne continuent de travailler de concert. Ces deux institutions ont un rôle spécifique à jouer dans l'identification, l'articulation et la concrétisation de l'intérêt européen et ont aussi à assumer une responsabilité particulière pour faire en sorte que l'UE soit davantage que la somme des parties qui la composent.

Ce processus de formation de l'intérêt européen ne peut avoir lieu dans un vide politique – il doit résulter d'un débat politique se déroulant dans un véritable espace public européen. Je souhaite travailler en étroite coopération avec le Parlement européen, enceinte par excellence de la démocratie délibérative européenne.

C'est la raison pour laquelle je souhaiterais porter notre partenariat spécial à un nouveau niveau, en renforçant et en complétant les mécanismes de coopération déjà en place. Mes propositions à cet égard sont les suivantes:

- invitation de la Conférence des présidents à rencontrer l'ensemble du Collège chaque année, avant l'approbation du programme législatif et de travail de la Commission;
- des réunions plus régulières avec la Conférence des présidents afin d'assurer une étroite coordination et l'échange d'informations sur les questions d'actualité, sur la base du processus engagé au cours de la crise financière;
- la participation régulière à une heure des questions du Parlement européen réuni en séance plénière, sur des thèmes prédéfinis d'un intérêt particulier pour l'UE, de façon à permettre un échange de vues sérieux, bien préparé et approfondi;
- un réexamen de toutes les propositions en cours au début du mandat de la nouvelle Commission, de façon à les confirmer politiquement ou à les retirer, compte tenu des avis exprimés par le Parlement;
- la mise à disposition de toutes les informations nécessaires relatives à l'action extérieure de l'UE, dans le respect total des prérogatives du Conseil, notamment en ce qui concerne la négociation des accords internationaux, en temps opportun pour que le Parlement puisse jouer le rôle accru qui lui reviendra si le traité de Lisbonne est ratifié.

Il s'agit là de propositions concrètes visant à renforcer le nécessaire partenariat spécial entre le Parlement européen et la Commission européenne, de sorte que

les institutions qui sont au cœur du projet européen puissent faire avancer l'Europe plus efficacement.



Mon premier mandat consistait à consolider l'Europe à 27. L'UE élargie nous offre maintenant un tremplin pour utiliser notre influence et notre force de façon optimale. Nous sommes désormais en mesure d'avancer avec conviction et détermination pour passer à un autre niveau d'ambition. Si je suis reconduit dans mes fonctions, je continuerai de faire tout ce qui est possible pour permettre à une Europe ambitieuse d'exister. J'utiliserai pleinement les pouvoirs de la Commission. Je continuerai de travailler en partenariat avec les États membres. Je prendrai très clairement position lorsqu'une action de l'UE sera essentielle pour trouver une solution aux problèmes cruciaux qui se poseront aux États membres. J'exhorterai ces derniers à donner suite à l'engagement qu'ils auront pris en me désignant, tout comme j'exhorte le Parlement européen à répondre à l'ambition que j'exprime. Je porterai le partenariat spécial qui nous lie au Parlement européen à un nouveau niveau, de façon à garantir que les deux institutions communautaires par excellence pèsent ensemble de tout leur poids en faveur d'une Union européenne prospère, socialement avancée, sûre et durable, une Europe fondée sur les valeurs de liberté et de solidarité.

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line on the left that curves into a long horizontal line ending in a small dot on the right.

*José Manuel BARROSO*  
*Bruxelles, le 3 septembre 2009*









